

BULLETIN DE SUIVI DES MICRO-ENTREPRISES SOUTENUES DANS LA MOUGHATAA DE BASSIKOUNOU EN MAURITANIE



POINTS SAILLANTS

- Usage élevé des outils de gestion, reflet d'une meilleure maîtrise entrepreneuriale
- Repli sur l'épargne personnelle et l'aide familiale, faute d'accès aux banques et au microcrédit
- Chute des aides extérieures, notamment des ONG, sans relais public structurant
- Inflation des intrants et dettes clients, principaux freins à la rentabilité
- Baisse généralisée de l'investissement, signal d'un essoufflement du développement économique
- Forte hétérogénéité sectorielle, illustrant des dynamiques contrastées entre filières

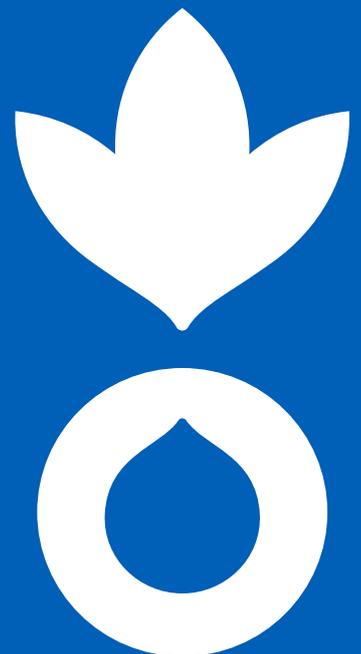


TABLE DES MATIÈRES

Points saillants	1
Introduction	3
Sources de données	3
Plateformes de visualisation et de téléchargement.....	4
Suivi mensuel de la performance des micro-Entreprises.....	5
Statistique sur les entrepreneurs ayant répondu	5
Niveau d'activité des micro-entreprises	6
Ensemble des secteurs d'activité.....	6
Agriculture.....	7
Artisanat	8
Commerce général	9
Élevage.....	10
Équipement et énergie solaire	11
Difficultés rencontrées par les entrepreneurs.....	12
Aides aux micro-entreprises.....	15
Sollicitation d'aides.....	15
Aides extérieurs reçues	16
Outils de gestion des micro-entreprises	17
Épargne et investissement pour le développement des micro-entreprises	18
Conclusion	21
Recommandations	22
Informations et contacts	22
Financements	22

INTRODUCTION

Ce système de suivi des micro-entreprises dans la Moughataa de Bassikounou, wilaya de Hod El Chargui en Mauritanie a été élaboré dans le cadre du projet de « Renforcement de la protection et inclusion socio-économique ainsi que la cohésion sociale entre communautés hôtes et réfugiés Maliens en Mauritanie » financé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

La composante « moyens d'existence et inclusion socio-économique » de ce projet a pour objectif d'améliorer l'accès des communautés hôtes et des réfugiés au tissu économique local, de renforcer leur autonomie financière et leur participation active à leur société.

À cet effet, UNHCR a soutenu en 2023, la mise en place de 67 micro-entreprises au camp de M'berra et hors camp. Afin de garantir la viabilité et le développement durable de ces microentreprises, le Bureau Pays d'Action Contre la Faim (ACF) en Mauritanie a développé un dispositif numérique de suivi et d'accompagnement de ces entrepreneurs.

Ce système de suivi numérique par Telerivet est mis en œuvre avec le support technique du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (ACF-ROWCA).

SOURCES DE DONNÉES

Les données sont collectées au niveau de 56 micro-entreprises réparties dans la moughataa de Bassikounou et en particulier au camp de M'berra (53 micro-entreprises), mais aussi dans les localités de Bassikounou (1) et de Al Adala (2) (FIGURE 1).

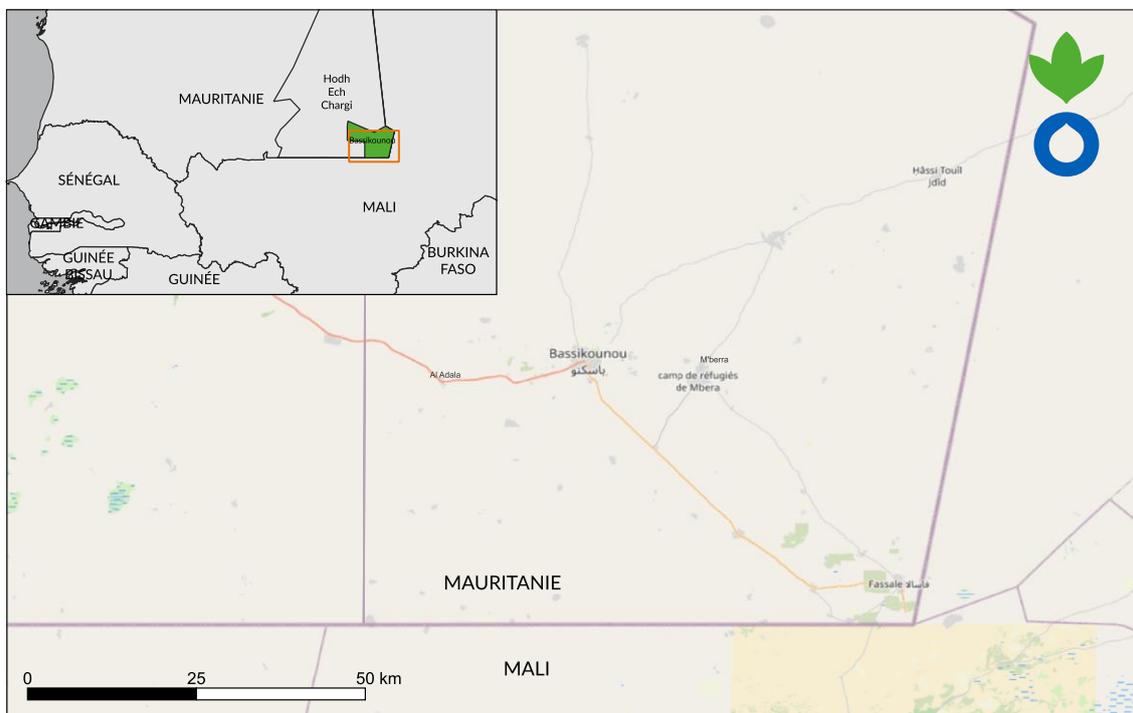


FIGURE 1 – CARTE DE LOCALISATION DES ACTIVITÉS

Les micro-entreprises sont regroupées en 6 secteurs d'activités : Agriculture (2), artisanat (4), commerce général (12), élevage (26), équipement en énergie solaire (10) et services (2).

La fréquence de collecte est mensuelle et le questionnaire est adressé directement et automatiquement aux entrepreneurs par SMS. Ce questionnaire comporte une quinzaine d'indicateurs portant sur l'activité de l'entreprise, sur les ressources humaines, sur la rentabilité de l'entreprise, sur la capacité à honorer les dettes, sur les aides demandées et obtenues, sur la capacité et le type d'épargne, sur les problèmes rencontrés incluant l'approvisionnement et sur la capacité d'investissement.

PLATEFORMES DE VISUALISATION ET DE TÉLÉCHARGEMENT

Un tableau de bord pour visualisation et analyse des données est mis à jour régulièrement et accessible publiquement au lien suivant :

[Tableau de bord de suivi des micro-entreprises à Bassikounou](#)

Les données collectées sur le terrain sont téléchargeables sur ce lien :
Mauritanie : [Données de suivi des micro-entreprises à Bassikounou](#)

Ces données sont accessibles librement à des fins humanitaires ou de recherche. L'exploitation commerciale de tout ou une partie de ces données est interdite. Aucune compensation ne peut être exigée en échange de la diffusion de ces données.

ACF et UNHCR doivent être mentionnés lors de l'utilisation de ces données.

SUIVI MENSUEL DE LA PERFORMANCE DES MICRO-ENTREPRISES

STATISTIQUE SUR LES ENTREPRENEURS AYANT RÉPONDUS

La figure 2 illustre, de janvier à juin 2025, trois variables liées aux entrepreneurs :

- Le nombre de répondants (courbe bleue, axe gauche),
- L'âge moyen des entrepreneurs (courbe verte, axe gauche),
- Le pourcentage de femmes parmi les répondants (courbe orange, axe droit).

L'objectif est de suivre la participation des entrepreneurs au fil du temps, leur profil démographique (âge) et l'évolution de la représentativité des femmes dans l'échantillon.

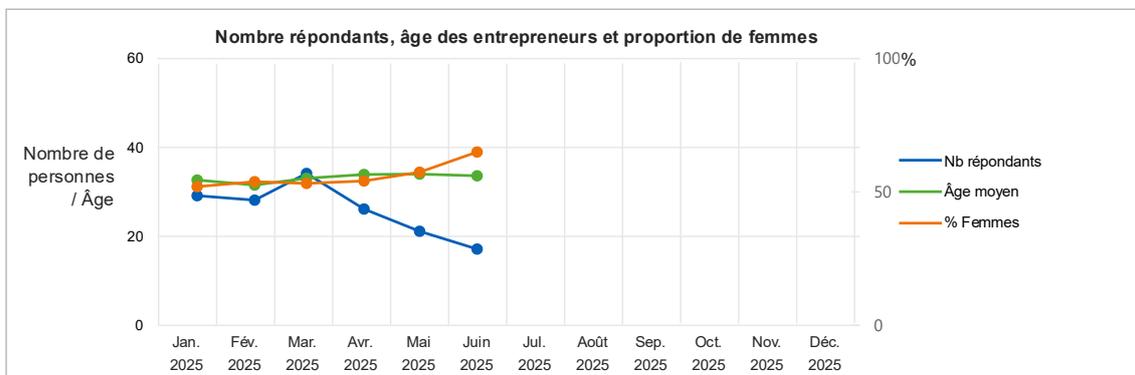


FIGURE 2 - STATISTIQUES SUR LES RÉPONDANTS

Le nombre d'entrepreneurs ayant répondu à l'enquête est passé d'environ 32 en janvier à 17 en juin. Cette baisse pourrait refléter une faible mobilisation des acteurs mais s'explique surtout par la perturbation du réseau durant la période de collecte des données.

La tranche d'âge reste constante dans le temps (âge moyen stable autour de 30-35 ans), traduisant une maturité des entrepreneurs suivis. Cela facilite la transmission de compétences pratiques mais appelle à des approches adaptées aux adultes responsables et actifs.

La part des femmes dans l'échantillon est en progression régulière de 30% à 40%, malgré la baisse globale des répondants. Cela montre une meilleure représentation féminine, voire un intérêt croissant des femmes pour l'entrepreneuriat et souligne l'importance de poursuivre les efforts d'autonomisation des femmes et leur accès aux services d'accompagnement.

La figure 3 montre l'effectif moyen (nombre de personnes employées) dans les microentreprises suivies entre janvier et juin 2025.

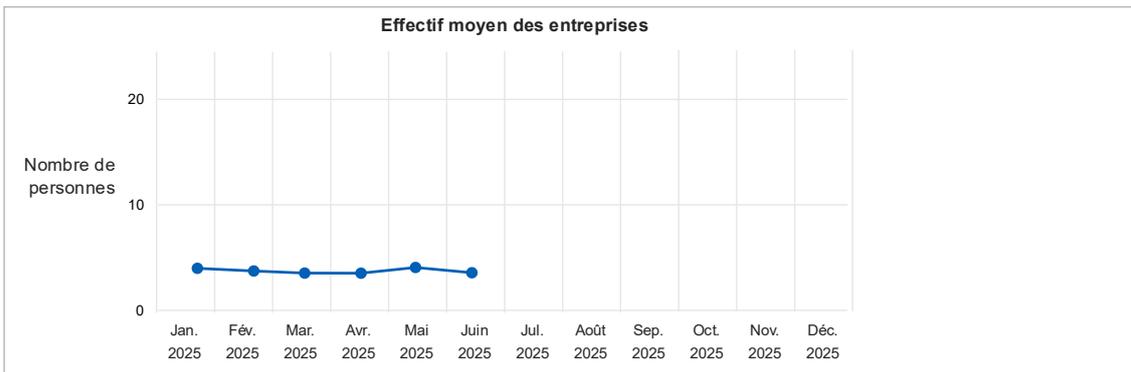


FIGURE 3 - EFFECTIFS DES ENTREPRISES

L'effectif moyen des micro-entreprises est d'environ 4 personnes (Figure 3). Ce chiffre inclut généralement l'entrepreneur principal, des membres de la famille ainsi que, parfois, des employés occasionnels ou saisonniers payés à la tâche.

Cet indicateur reflète la capacité des AGR à créer de l'emploi local, même à petite échelle, et permet d'évaluer leur impact socio-économique dans le camp et hors camp.

Depuis janvier, les microentreprises emploient en moyenne entre 3 et 4 personnes, avec peu de variation. Cette stabilité témoigne à la fois de la taille réduite de ces structures et de leur résilience, notamment en contexte familial.

La légère hausse observée en mai et juin pourrait traduire une diversification progressive des activités.

NIVEAU D'ACTIVITÉ DES MICRO-ENTREPRISES

ENSEMBLE DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

La figure 4 présente l'évolution mensuelle des niveaux d'activité (courbe bleue) et de rentabilité (courbe verte) des microentreprises de janvier à juin 2025. L'axe vertical qualifie la performance en 5 niveaux : Très mauvais, Mauvais, Normal, Bon, Très bon. L'axe horizontal représente les mois de l'année 2025.

- L'activité reste globalement stable autour du niveau "Normal" à "Bon", avec un pic en avril puis une légère baisse en mai et juin.
- La rentabilité suit une tendance similaire, mais affiche une légère avance en février et mai puis une baisse en juin, traduisant une meilleure efficacité durant ce semestre.

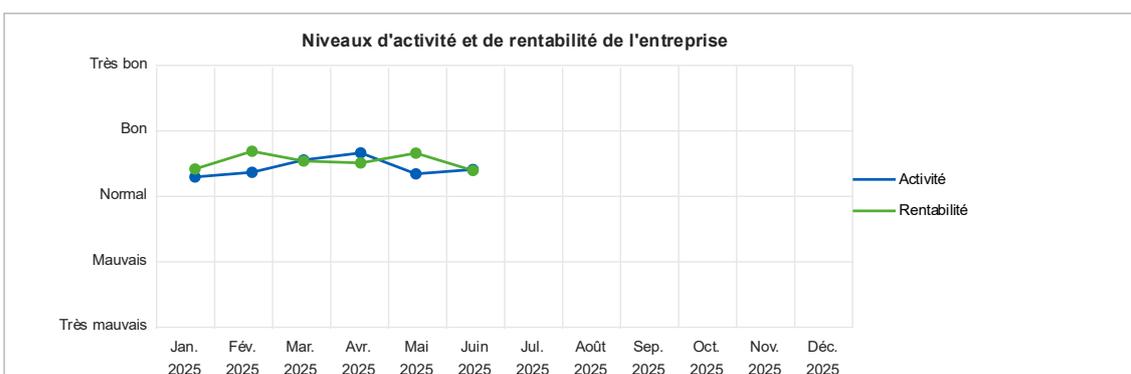


FIGURE 4 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ CONFONDUS

L'objectif est de suivre la performance économique des microentreprises sur le premier semestre, en comparant l'activité opérationnelle à la rentabilité générée. La concordance des deux courbes indique une bonne corrélation entre le niveau d'activité et la rentabilité, ce qui suggère une gestion efficace des ressources. La baisse progressive en juin signale un ralentissement nécessitant une analyse des causes (saisonniers, conjoncturelle et organisationnelle). Un maintien au-dessus du niveau "Normal" démontre néanmoins une certaine résilience et stabilité des entrepreneurs.

AGRICULTURE

La figure 5 illustre l'évolution mensuelle (janvier à juin 2025) des niveaux d'activité (courbe bleue) et de rentabilité (courbe verte) des microentreprises agricoles, selon une échelle qualitative allant de « très mauvais » à « très bon ».

- Si la courbe de rentabilité après une chute du niveau Très bien en janvier reste stable sur le niveau bon sur la période, celle rentabilité indique une baisse marquée en juin, contrastant avec des niveaux plus élevés au début du semestre.
- Cette chute est relative à une pause saisonnière dans la campagne maraîchère.

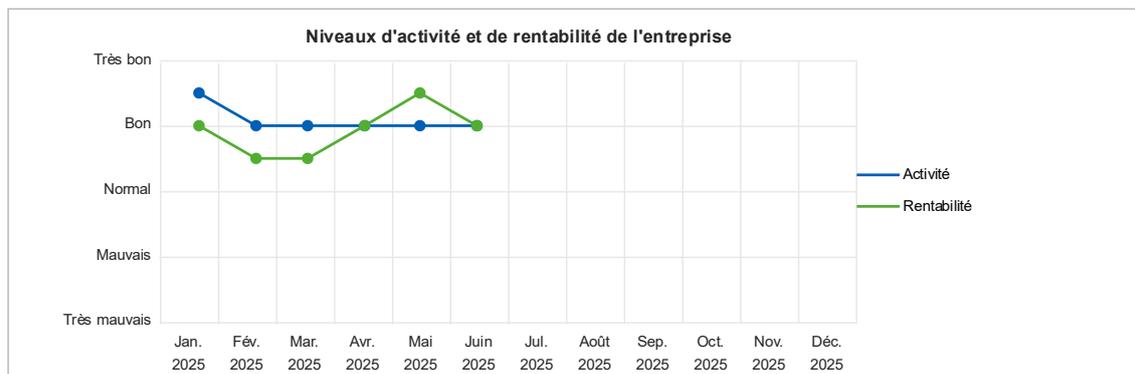


FIGURE 5 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Le repli observé en juin correspond à une interruption naturelle du cycle de production maraîchère, liée aux conditions climatiques et au calendrier agricole. Cette saisonnalité impacte directement le volume d'activité et la rentabilité, indépendamment de la gestion interne des groupes. L'activité est portée majoritairement par des groupes de femmes maraîchères, organisées collectivement avec un effectif moyen élevé (25 personnes). Elles bénéficient de subventions publiques importantes (intrants, équipements, infrastructures de production), ce qui renforce temporairement leur capacité productive. La demande locale élevée pour les légumes frais assure un écoulement fluide de la production, avec un taux élevé de paiement à temps des clients, soutenant une trésorerie saine.

Malgré ces atouts, l'impact reste limité sur la durée en raison de plusieurs facteurs structurels :

- Absence ou faible utilisation d'outils de gestion, ce qui limite la maîtrise des coûts, le suivi des ventes et la planification des campagnes.
- Forte dépendance à l'épargne personnelle, en l'absence de dispositifs de crédit agricole adaptés ou de financement structuré.
- Appui extérieur concentré uniquement sur les intrants, sans accompagnement renforcé en gestion ni en accès au marché structuré.

ARTISANAT

La figure 6 illustre l'évolution des niveaux d'activité (ligne bleue) et de rentabilité (ligne verte) dans le secteur de l'artisanat de janvier à juin 2025, selon une échelle qualitative en cinq niveaux : Très mauvais, Mauvais, Normal, Bon et Très bon.

- Les deux courbes se situent majoritairement autour du niveau « normal ».
- L'activité reste stable à un niveau normal, en particulier entre mai et juin, signalant un fonctionnement sans variation notable.
- La rentabilité, quant à elle, connaît une progression temporaire en avril, atteignant le niveau bon, avant de reculer à nouveau en mai et juin.

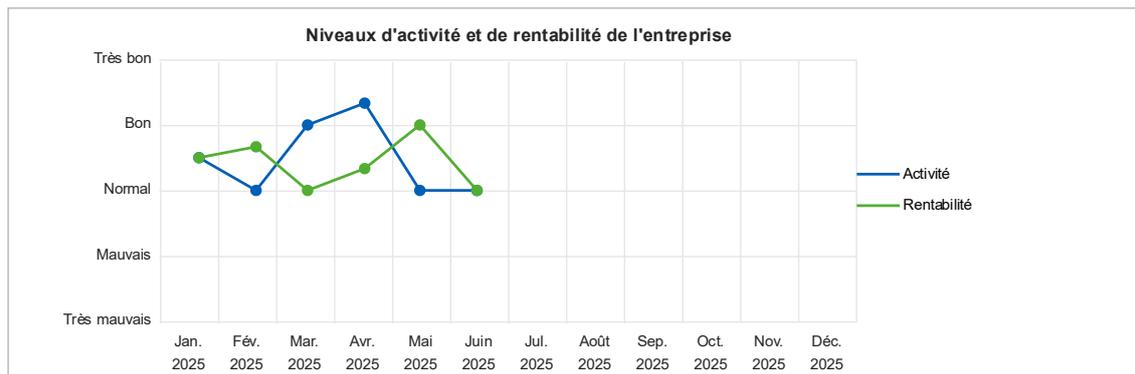


FIGURE 6 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ARTISANAT

Après une tentative d'amélioration en avril, la rentabilité diminue en mai-juin, alors que l'activité reste constante. Cela laisse penser à une baisse d'efficacité, où les volumes produits et les prestations sont maintenus mais génèrent moins de marge.

Les artisans ont bénéficié d'une montée en compétence débutant en mars (notamment via des formations techniques CFPT), permettant une brève amélioration de la rentabilité.

Cependant, plusieurs freins structurels persistent :

- Effectifs très réduits (en moyenne deux personnes), limitant la capacité de production et la réponse à la demande,
- Coût élevé des intrants et ralentissements logistiques dans l'approvisionnement,
- Délais de paiement clients affectant la trésorerie,
- Accès limité aux infrastructures de base et services de soutien à la production.

La stagnation de l'activité indique une absence de croissance, mais aussi une certaine résilience face aux contraintes. La chute de rentabilité, malgré une gestion relativement saine (tous les artisans honorent leurs créances), met en évidence une fragilité économique : bonne gestion mais sans levier de rentabilité durable. La dépendance persistante aux subventions d'ONG souligne l'absence d'un modèle économique autonome : le secteur reste à faible capacité d'autofinancement, malgré les appuis reçus.

COMMERCE GÉNÉRAL

La figure 7 met en parallèle l'évolution des niveaux d'activité (courbe bleue) et de rentabilité (courbe verte) déclarés par les entrepreneurs sur une période de six mois (janvier à juin 2025), en utilisant une échelle qualitative allant de « très mauvais » à « très bon ».

- Les deux indicateurs évoluent principalement entre les niveaux « bon » et « normal », sans atteindre de seuil critique.
- L'activité, initialement stable, amorce une baisse continue à partir de mars révélant un essoufflement progressif.
- La rentabilité suit une tendance parallèle, avec un recul plus prononcé en juin, traduisant une détérioration plus rapide des marges.

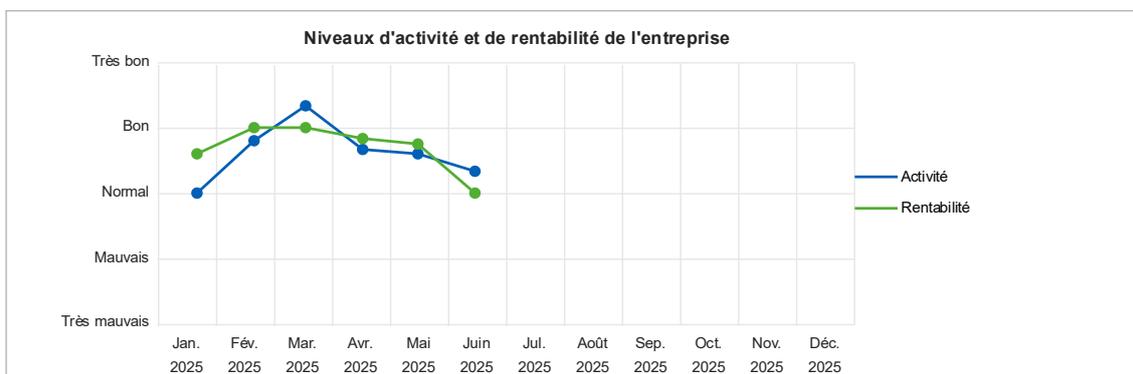


FIGURE 7 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DU COMMERCE GÉNÉRAL

Le secteur concerné est entièrement porté par des femmes jeunes (âge moyen : 28 ans), démontrant une implication féminine dynamique mais exposée à des fragilités structurelles.

La baisse d'activité et de rentabilité en juin fait suite à un pic de performance atteint en mars, probablement lié à une saisonnalité commerciale et à une période de forte demande. Le repli observé pourrait être attribué à une saturation du marché, des ruptures dans l'approvisionnement ou un affaiblissement du pouvoir d'achat local.

Bien que les entrepreneures fassent preuve de rigueur dans la gestion (100% utilisent des outils de gestion et respectent leurs engagements financiers), elles opèrent dans un environnement à hauts risques externes :

- Hausse et rareté des intrants,
- Dépendance aux crédits fournisseurs et à l'épargne personnelle,
- Absence d'investissement externe, malgré les formations reçues (ex. CFPT),
- Pression concurrentielle forte avec peu de différenciation commerciale.

La rentabilité décroissante en fin de semestre, malgré la discipline de gestion, indique une limite du modèle économique actuel : la bonne gestion seule ne suffit pas à compenser des facteurs exogènes non maîtrisés. La non-diversification des financements constitue une menace pour la pérennité des activités et limite les capacités de rebond face aux chocs. L'absence de valorisation post-formation traduit un manque d'articulation entre accompagnement technique et accès au capital, réduisant l'impact réel des dispositifs de renforcement de capacités.

ÉLEVAGE

La figure 8 illustre l'évolution des niveaux d'activité (ligne bleue) et de rentabilité (ligne verte) des microentreprises d'élevage entre janvier et juin 2025, selon une échelle qualitative (de « très mauvais » à « très bon »).

- Les deux courbes oscillent entre les niveaux « normal » et « bon ».
- Après une légère baisse en mai, l'activité connaît une hausse marquée en juin.
- La rentabilité progresse lentement mais régulièrement depuis avril, reflétant une amélioration de la gestion économique.

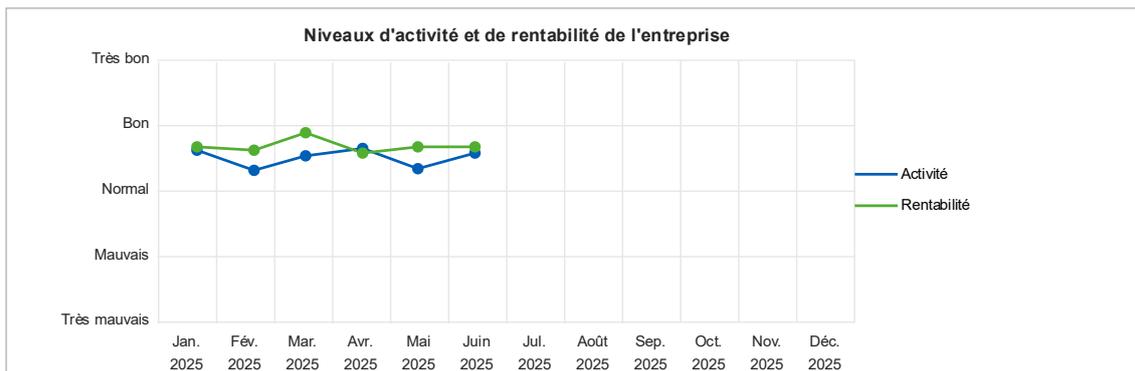


FIGURE 8 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ÉLEVAGE

Le profil des éleveurs (50% de femmes, âge moyen de 34 ans) montre une certaine mixité et maturité entrepreneuriale. On note une amélioration des pratiques de gestion, bien que partielle : 43% des éleveurs utilisent désormais des outils de gestion, en hausse. Les créances honorées augmentent de 78% à 88%, traduisant un meilleur contrôle de la relation client.

La hausse en juin coïncide avec l'Aïd al-Adha, période de forte demande en bétail, ce qui stimule à la fois les ventes et les marges. Le pic saisonnier agit comme un levier naturel sur les indicateurs économiques.

Cependant, les freins structurels restent nombreux :

- Approvisionnement difficile (notamment en aliments et soins vétérinaires),
- Coût élevé des intrants et prix croissant de la main-d'œuvre,
- Dettes clients chroniques,
- Accès au financement encore limité.

Le financement reste éclaté et précaire : épargne personnelle en légère hausse (40% en juin contre 33% en mai), progression de l'accès aux GEC/AVEC (de 0% en mars à 20% en juin), subventions ONG et soutien familial demeurent les autres piliers du financement. La fragilité de ce modèle financier empêche la mise à l'échelle et freine la professionnalisation.

ÉQUIPEMENT ET ÉNERGIE SOLAIRE

La figure 9 retrace l'évolution des niveaux d'activité (ligne bleue) et de rentabilité (ligne verte) dans le secteur de l'équipement et de l'énergie solaire de janvier à juin 2025, selon une échelle qualitative allant de « très mauvais » à « très bon ».

- Les deux courbes évoluent principalement autour du niveau « normal ».
- L'activité progresse de manière significative : elle remonte du niveau « mauvais » en mars pour se stabiliser à un niveau « normal » les mois suivants.
- La rentabilité, initialement faible, connaît également une amélioration pour atteindre un niveau normal rejoignant l'activité au même niveau au mois de juin.

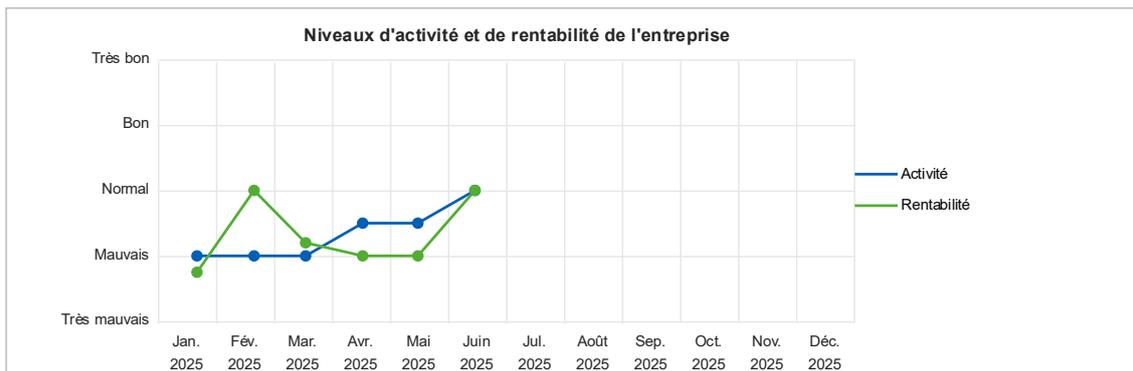


FIGURE 9 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ÉQUIPEMENT DE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE

L'amélioration des performances observées depuis mars peut être attribuée à une demande croissante en solutions solaires, notamment en zone rurale, ainsi qu'à un effet de valorisation post-formation (via le CFPT). Toutefois, cette dynamique reste freinée par des obstacles structurels qui limitent la conversion de l'activité en profit durable.

Le secteur est majoritairement féminin (67%), avec une population jeune (âge moyen : 31 ans), mais opère dans des conditions fragiles :

- Petites unités (2 personnes en moyenne), à faible capacité de production et d'intervention,
- 67% des entrepreneurs ne disposent d'aucun outil de gestion, traduisant une faible structuration interne,
- Créances clients élevées et non honorées, impactant directement la trésorerie,
- Difficultés d'approvisionnement (matériel solaire, pièces techniques) et concurrence forte, notamment informelle.

Bien que l'activité ait retrouvé un niveau « normal », la rentabilité reste fragile en raison de l'incapacité à contrôler les coûts, à assurer le recouvrement des paiements, ou à gérer efficacement les flux financiers. L'absence d'accès à des financements adaptés ou à des mécanismes d'épargne empêche les investissements nécessaires (renouvellement de stock, diversification de services, équipements techniques). Les formations reçues (CFPT) ont un impact limité faute d'accompagnement post-formation et d'opportunités de financement.

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES ENTREPRENEURS

La figure 10 présente l'évolution mensuelle (janvier à juin 2025) des difficultés d'approvisionnement rencontrées par les entrepreneurs, exprimées en pourcentage. Cinq catégories sont distinguées :

- Aucune difficulté (ligne bleue),
- Lenteur d'approvisionnement (ligne verte),
- Prix élevé des intrants (ligne orange),
- Pénurie (ligne gris clair),
- Autres difficultés (ligne gris foncé).

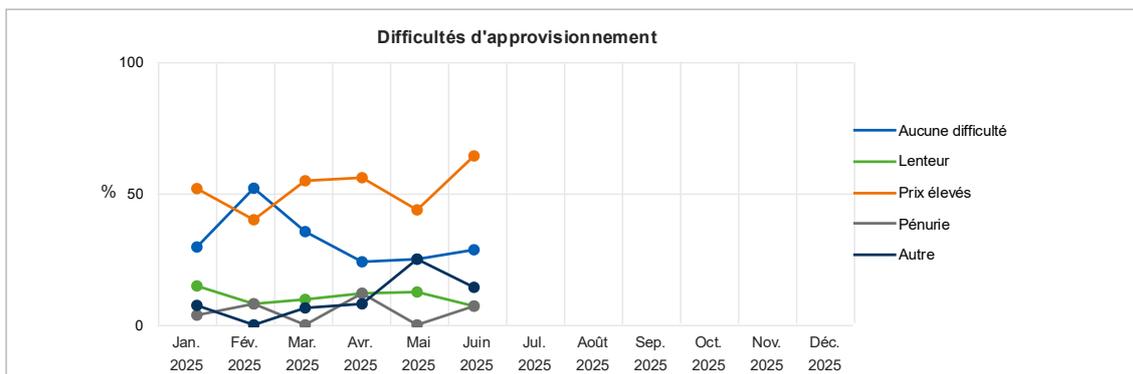


FIGURE 10 - DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT

Le graphique révèle une détérioration progressive des conditions d'approvisionnement, en particulier liée à la flambée des coûts des intrants, qui culmine à 64% en juin. Cette hausse peut être attribuée à une pression inflationniste généralisée, à des chaînes logistiques sous tension, ou à une dépendance excessive aux importations non maîtrisées.

La proportion d'entrepreneurs n'ayant signalé aucune difficulté chute drastiquement entre janvier et avril (jusqu'à 24%), avant de revenir timidement à 29% en juin. Cela confirme une dégradation structurelle de l'environnement économique des microentreprises, exposées à une instabilité croissante.

La lenteur d'approvisionnement, bien que secondaire, diminue en juin (de 13% à 7%), s'expliquant soit par une résolution partielle logistique, soit par un rétrécissement de la chaîne d'approvisionnement liée aux pénuries.

Les pénuries et difficultés diverses (« autres ») restent marginales mais en légère hausse, ce qui reflète l'émergence de blocages multiples moins visibles : instabilité des fournisseurs, instabilité politique locale, ou manque de coordination dans les filières.

Le coût élevé des intrants, principal obstacle, constitue un frein majeur à la rentabilité et réduit les marges des entrepreneurs, même en cas de bonne gestion. La baisse du pourcentage de ceux ne rencontrant aucune difficulté est un indicateur fort d'un environnement de plus en plus contraignant, limitant la capacité des entrepreneurs à planifier, produire et se projeter. Ces tensions sur l'approvisionnement impactent la qualité des produits, les délais de livraison et donc la satisfaction client, avec des risques sur la pérennité des microentreprises.

La figure 11 illustre l'évolution mensuelle des difficultés rencontrées par les entrepreneurs, en dehors de l'approvisionnement. Neuf catégories sont suivies :

- Aucune difficulté (ligne bleue)
- Accès à l'infrastructure et aux services (ligne verte)
- Complexité administrative (ligne orange)
- Dettes des clients (ligne grise)
- Fidélisation de la clientèle (ligne bleu foncé)
- Accès au financement (ligne bleu clair)
- Forte compétitivité (ligne vert foncé)
- Coût de la main-d'œuvre (ligne vert clair)
- Autres difficultés (ligne noire)

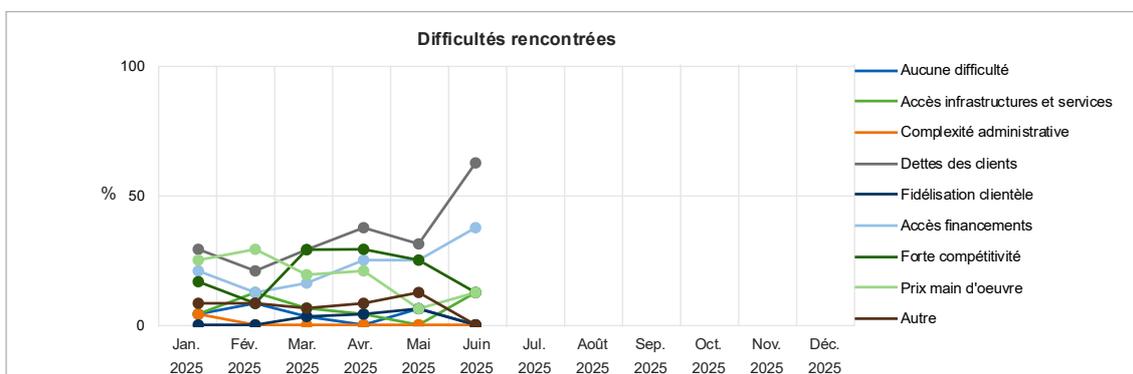


FIGURE 11 – DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES ENTREPRISES AUTRES QUE L'APPROVISIONNEMENT

Ce graphique révèle une multiplication des contraintes structurelles qui pèsent sur la performance et la pérennité des microentreprises, au-delà des problèmes d'approvisionnement déjà identifiés. En juin 2025, la dette des clients devient le principal frein, affectant 63% des entrepreneurs. Cette tendance traduit une faible capacité de recouvrement, un manque de formalisme dans les transactions et une confiance contractuelle limitée. L'accès au financement enregistre une hausse notable, passant de 25% en mai à 38% en juin, ce qui confirme la rareté des mécanismes de financement adaptés (microcrédit, financement islamique, GEC/AVEC).

Une légère amélioration est observée concernant l'accès aux infrastructures et services, les formalités administratives (formalités légales, enregistrements), qui semble se stabiliser. Le coût de la main-d'œuvre, malgré une remontée, reste relativement contenu.

Des préoccupations émergent dont la forte compétitivité, qui reflète une pression croissante sur les marges, souvent liée à l'informalité du marché et à une saturation sectorielle. La fidélisation de la clientèle reste un défi, signalant un manque de stratégie commerciale et de différenciation des produits/services.

Le poids croissant de la dette client et du manque de financement entrave le renouvellement des stocks, l'investissement dans la croissance et la trésorerie opérationnelle des entrepreneurs. L'amélioration partielle des contraintes infrastructurelles et administratives ne compense pas les failles financières et commerciales croissantes. L'environnement concurrentiel reste instable, exposant les entrepreneurs à une bataille de prix non soutenable à moyen terme, surtout en l'absence d'avantages comparatifs consolidés.

La figure 12 montre l'évolution mensuelle (janvier à juin 2025) du pourcentage de microentreprises respectant leurs engagements financiers, c'est-à-dire celles qui parviennent à honorer leurs créances, à payer leurs dettes fournisseurs et à maintenir une discipline de paiement.

- Après une hausse notable en mars (79%), le taux recule légèrement les mois suivants : 77% en avril, 76% en mai, puis 75% en juin.
- Cette légère tendance à la baisse, bien que modérée, rompt avec l'élan positif enregistré au premier trimestre.

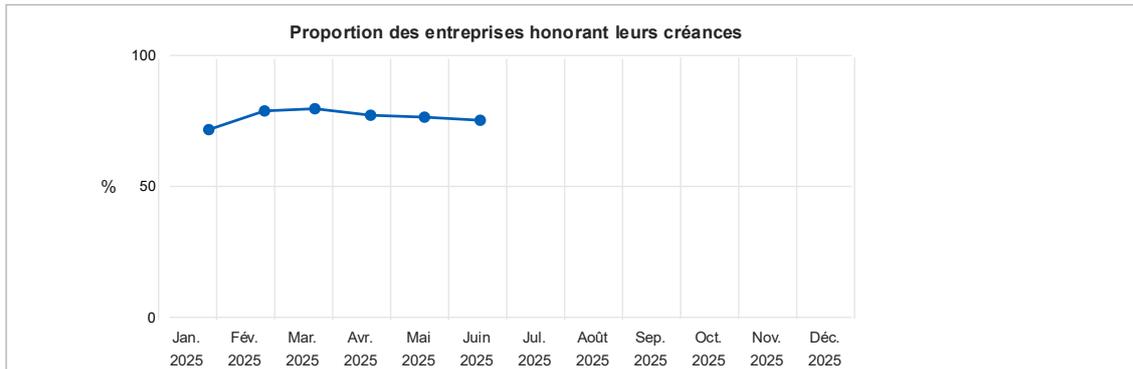


FIGURE 12 - ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS DE PAIEMENT

La diminution progressive du pourcentage d'entreprises honorant leurs créances reflète une dégradation silencieuse de la trésorerie des microentreprises. Plusieurs facteurs explicatifs peuvent être identifiés :

- Hausse du coût des intrants et de la main-d'œuvre, qui alourdissent les charges fixes,
- Ralentissement des ventes et retard de paiement des clients, réduisant les flux de trésorerie entrants,
- Absence de réserve financière (épargne ou accès au crédit), laissant peu de marge de manœuvre face aux aléas.

Cette baisse, bien que marginale, traduit une fragilité structurelle dans la gestion financière des microentreprises. La détérioration de la capacité de paiement peut compromettre la relation de confiance avec les fournisseurs et partenaires, générant un risque de rupture d'approvisionnement ou d'exclusion de réseaux commerciaux. Le manque de liquidités disponibles limite les possibilités de réinvestissement (achat de nouveaux équipements, diversification de l'offre) et freine l'expansion et la stabilisation des activités.

Un entrepreneur qui peine à honorer ses engagements financiers perd en crédibilité, ce qui réduit sa capacité à négocier des conditions favorables. L'absence de mécanismes de suivi de trésorerie, de prévision budgétaire et de pilotage financier empêche l'anticipation des besoins de liquidité. À terme, cela expose les entreprises à des risques de cessation d'activité, surtout dans des environnements volatils et fortement concurrentiels comme le camp de réfugiés de Mberra.

AIDES AUX MICRO-ENTREPRISES

SOLLICITATION D'AIDES

La figure 13 retrace l'évolution mensuelle (janvier à juin 2025) des types d'aides sollicitées par les micro-entrepreneurs, exprimées en pourcentage. Huit catégories sont suivies :

- Aucune aide sollicitée (ligne bleu foncé),
- Crédits fournisseurs (vert foncé),
- Aide familiale (orange),
- Microcrédits (vert olive),
- Subventions publiques (bleu clair),
- Subventions d'ONG (bleu ciel),
- Subventions des fonds verts (vert foncé intense),
- Autres formes d'aides (vert pâle).

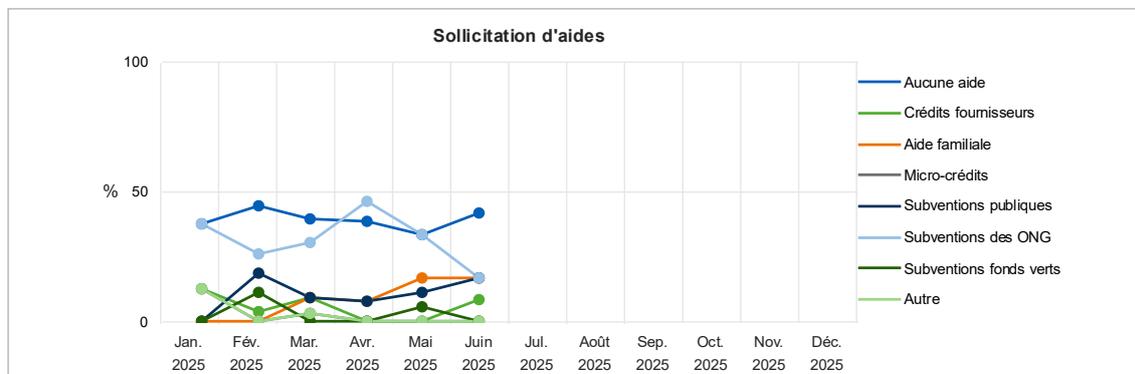


FIGURE 13 - AIDES SOLLICITÉES

En juin 2025, 42% des micro-entrepreneurs déclarent ne solliciter aucune aide, contre 33% en mai. Cette évolution traduit soit : un désir d'autonomie financière croissant, mais aussi un recul des offres d'appui disponibles, qui force les entrepreneurs à se débrouiller seuls malgré les contraintes. La baisse significative des subventions ONG (de 46% en avril à 17% en juin) reflète :

- La fin des cycles de financement des ONG sur les AGR,
- Une réduction des enveloppes budgétaires des partenaires humanitaires et de développement, déjà observée depuis le début de l'année.

En parallèle, les subventions publiques deviennent le deuxième appui le plus mobilisé, avec une progression de 8% en avril à 17% en juin. Cela signale une re-concentration de la demande vers les dispositifs étatiques, perçus comme plus stables, bien que souvent plus longs à mobiliser.

L'aide familiale, en hausse constante (7% en avril et 17% en juin), montre une mobilisation croissante des ressources de proximité, souvent par défaut face au manque de solutions formelles. Cela peut aussi traduire une pression sur les réseaux sociaux de solidarité, non durable à long terme.

Les microcrédits et les fonds verts restent très faiblement mobilisés (moins de 10 %), en dépit de leur potentiel. Cette marginalité s'explique par une méconnaissance des dispositifs existants, des conditions d'accès perçues comme complexes ou inadaptées (garanties, taux, durée, critères techniques) et une absence d'intermédiation adaptée pour relier l'offre au profil réel des micro-entrepreneurs.

L'augmentation du non-recours aux aides indique un repli individuel qui, sans accompagnement, peut aggraver les inégalités d'accès aux ressources et freiner l'investissement. La concentration du recours aux aides sur des canaux limités (ONG et aide publique) rend les microentreprises dépendantes de dynamiques extérieures et conjoncturelles, au détriment d'une stratégie d'autonomisation financière. L'insuffisance de mécanismes d'accompagnement financier diversifiés limite la capacité des entrepreneurs à faire face aux chocs (inflation, pertes de production, retards de paiements) et à se projeter dans une logique de croissance.

AIDES EXTÉRIEURES REÇUES

La figure 14 illustre l'évolution mensuelle (de janvier à juin 2025) de la réception effective de différents types d'appuis externes par les micro-entrepreneurs, en pourcentage. Sept types d'appui sont représentés :

- Aucune aide (ligne bleu foncé)
- Club des entrepreneurs (ligne vert clair)
- Formation CFTP (ligne orange)
- Service de formalisation (gris foncé)
- Service financier (bleu marine)
- Soutien communautaire / AVEC (bleu ciel)
- Autres (vert foncé)

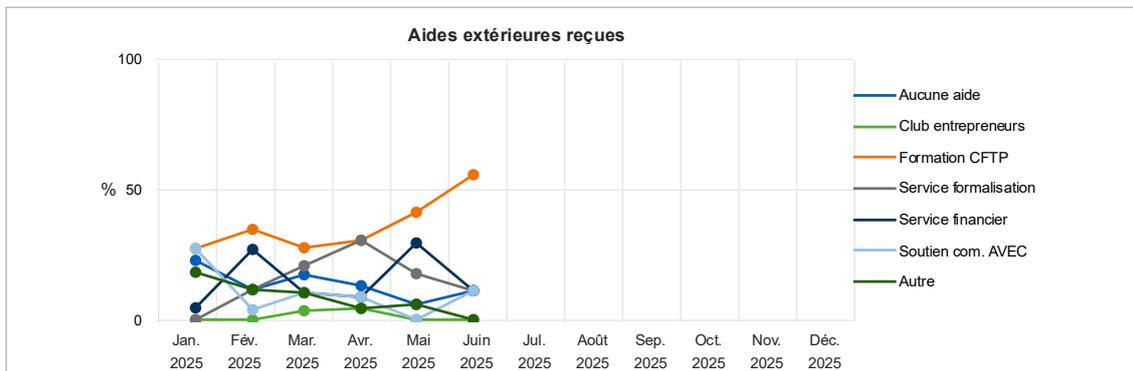


FIGURE 14 - AIDES REÇUES

La part des micro-entrepreneurs n'ayant reçu aucune aide progresse de 6% en mai à 11% en juin, signalant un recul préoccupant de l'accompagnement extérieur. Cette hausse est le résultat de plusieurs facteurs :

- Baisse des ressources disponibles chez les acteurs de soutien (ONG, structures locales),
- Désengagement progressif des dispositifs communautaires,
- Difficulté à maintenir l'animation de proximité (suivi, relance, ciblage).

Ce recul de l'aide affecte particulièrement les micro-entreprises les plus fragiles, risquant d'approfondir leur isolement économique et social. L'appui du Club des entrepreneurs et le soutien AVEC sont en nette diminution sur la période, révélant un affaiblissement de l'entraide communautaire structurée, qui jouait jusqu'ici un rôle de filet de sécurité. La chute du recours au service de formalisation (de 30% en avril à 11% en juin) est particulièrement préoccupante. Cela traduit un désintérêt ou une méconnaissance du levier de formalisation et un manque d'incitation ou de soutien technique pour initier les démarches légales.

Ce recul freine l'accès aux marchés publics, au crédit formel et à la légitimité économique des entrepreneurs.

À l'inverse, la formation technique CFPT connaît une hausse constante et marquée, passant de 28% en mars à 56% en juin. Ce succès souligne la pertinence perçue de ces formations par les bénéficiaires, leur impact direct sur les pratiques entrepreneuriales (compétences, productivité, organisation). Les services financiers affichent une dynamique irrégulière (pics en février et mai), signe d'un intérêt réel mais inégalement satisfait, probablement lié à :

- Une offre encore peu adaptée ou inaccessible à certains segments (taux, garanties),
- Des périodes de sollicitation liées à des cycles d'activités ou besoins ponctuels.

La divergence croissante entre les dispositifs en croissance (formation) et ceux en recul (structuration, entraide) risque de creuser les inégalités entre entrepreneurs bien accompagnés et ceux en marge du système. L'efficacité des formations CFPT constitue un point d'appui fort, mais non suffisant si l'accompagnement juridique, financier et communautaire s'affaiblit. Le recul de la formalisation freine l'évolution des micro-entreprises vers des modèles viables et pérennes et compromet leur accès à des ressources durables.

OUTILS DE GESTION DES MICRO-ENTREPRISES

La figure 15 présente l'évolution mensuelle (de janvier à juin 2025) de l'utilisation des outils de gestion dans les micro-entreprises, en pourcentage. Trois catégories sont représentées :

- Aucun outil à disposition (ligne bleu foncé)
- Outils disponibles mais non utilisés (ligne verte)
- Outils utilisés régulièrement (ligne orange)

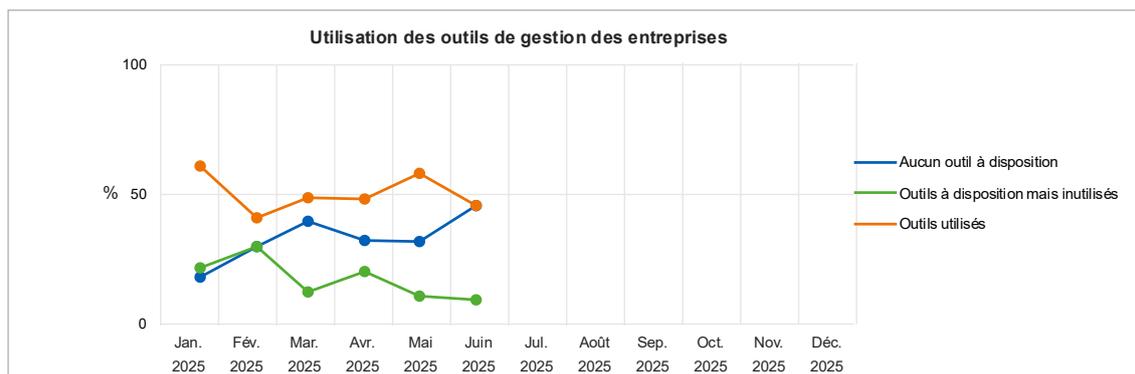


FIGURE 15 - UTILISATIONS DES OUTILS DE GESTION

Alors qu'on observait une tendance à la baisse du nombre de micro-entreprises sans outil de gestion (de 40% en mars à 31% en mai), une hausse brutale est enregistrée en juin (45%). Ce recul net peut s'expliquer par un manque d'accompagnement personnalisé dans l'adoption des outils, une perception décroissante de la valeur ajoutée de ces outils face à des priorités de court terme (ventes, approvisionnement, gestion de trésorerie). Le pourcentage d'entrepreneurs disposant d'outils mais ne les utilisant pas chute de 20% en avril à 9% en juin, ce qui constitue un signal positif. Cela traduit par une prise de conscience progressive de l'intérêt des outils de gestion pour le pilotage de l'activité, un

effet positif des sessions de sensibilisation et des formations pratiques, voire une intégration plus concrète des outils dans les routines de gestion quotidienne (suivi des ventes, dépenses, créances, etc.).

La proportion d'utilisateurs réguliers passe de 58% en mai à 45% en juin, soit une chute de 13 points. Ce recul contraste avec les progrès observés précédemment et pourrait être interprété comme :

- Un essoufflement de la dynamique d'appropriation,
- Une difficulté de maintien dans l'usage, liée à la complexité perçue des outils, au manque de temps et à l'absence de résultats immédiats,
- Un besoin non couvert en accompagnement individualisé et suivi post-formation.

L'absence ou l'abandon d'outils de gestion affaiblit directement la capacité des entrepreneurs à piloter efficacement leur activité, à anticiper les besoins de trésorerie, à gérer les créances et à planifier les investissements. Le manque de régularité dans l'usage compromet la fiabilité des données économiques internes, limite la traçabilité et rend plus difficile l'accès à des financements formels. À terme, ces lacunes peuvent accentuer les risques de défaillance et limiter fortement la croissance des micro-entreprises.

ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES MICRO-ENTREPRISES

La figure 16 retrace l'évolution mensuelle (janvier à juin 2025) de l'utilisation effective des systèmes d'épargne parmi les micro-entrepreneurs, en pourcentage. Sept options sont suivies :

- Aucune épargne (ligne bleue),
- AVEC / GEC (ligne verte),
- Banque (ligne orange),
- Épargne personnelle (ligne grise),
- Tontine traditionnelle (ligne noire),
- Institutions de microfinance (IMF) (ligne bleu foncé),
- Autres (ligne vert foncé).

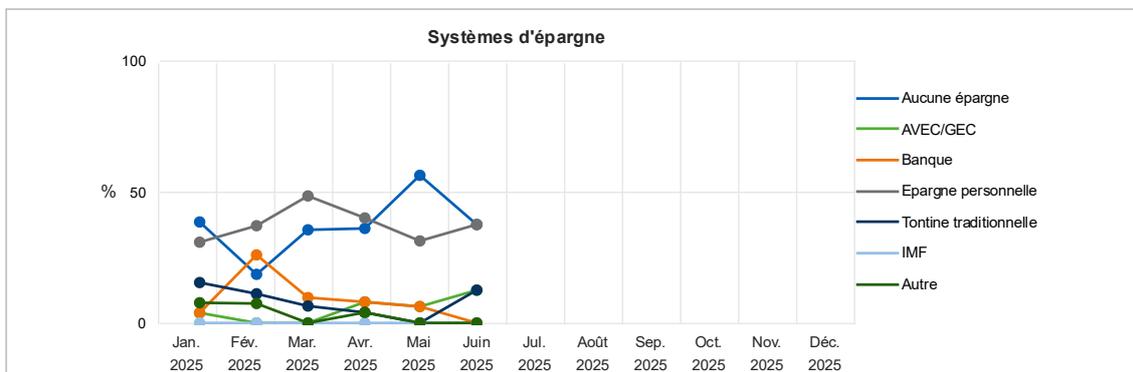


FIGURE 16 - SYSTÈME D'ÉPARGNE UTILISÉ PAR LES ENTREPRENEUR

La proportion d'entrepreneurs sans aucun système d'épargne atteint un pic à 55% en mai, avant de reculer à 38% en juin. Ce niveau élevé en milieu d'année est révélateur d'une forte pression sur la trésorerie, rendant l'épargne impossible malgré la sensibilisation, ou d'un désintérêt temporaire pour les dispositifs disponibles, souvent perçus comme peu accessibles ou peu utiles à court terme.

Cette instabilité illustre une fragilité structurelle : les micro-entrepreneurs sont encore nombreux à évoluer sans filet de sécurité financier, les exposant à une forte vulnérabilité face aux chocs (maladie, rupture de stock, baisse de ventes...).

Après un pic en mars (46%), l'épargne personnelle chute à 35% en mai, puis remonte légèrement à 38% en juin. Cette évolution révèle :

- Un retrait momentané des capacités d'épargne lié à une hausse des dépenses et à une baisse de revenus,
- Mais aussi un réflexe de reconstitution du capital de précaution en juin, probablement en prévision d'activités futures (saisonnalité, relance post-appui ...).

Par ailleurs, on note une émergence lente mais constante des mécanismes collectifs notamment les AVEC/GEC passent de 8% en avril à 13% en juin, de même que les tontines traditionnelles, également à 13% en juin.

Ces hausses révèlent une préférence croissante pour des systèmes souples, communautaires, basés sur la confiance et un retour aux mécanismes endogènes, plus adaptés aux contraintes locales que les systèmes formels.

Cette tendance est encourageante, car elle montre l'intérêt des entrepreneurs pour des outils de solidarité et d'inclusion financière, à condition qu'ils soient bien animés et sécurisés.

L'utilisation des services bancaires chute brutalement de 26% en février à 0% en juin, illustrant une méfiance persistante vis-à-vis du système bancaire, une inadéquation perçue entre l'offre bancaire et les réalités des micro-entreprises (coûts, formalités, exigence de garanties, prélèvement d'intérêt contraire aux principes islamique) et une absence de suivi personnalisé, rendant l'expérience bancaire peu attractive.

Cela confirme l'urgence d'un repositionnement des banques ou d'un rôle renforcé des IMF dans la structuration d'une offre inclusive, adaptée et incitative.

Le retour de l'épargne communautaire (AVEC/tontines) constitue un levier de résilience dans un contexte de défiance vis-à-vis des institutions formelles. L'absence de solutions d'épargne adaptées au profil des micro-entrepreneurs limite fortement leur capacité à anticiper, investir ou se projeter dans la durée.

L'effondrement des services bancaires laisse libre champ aux ONG pour reconnecter les acteurs de la finance au tissu entrepreneurial local. La sensibilisation menée par les relais communautaires de l'association TOUMAST commence à porter ses fruits, mais reste insuffisante sans des dispositifs d'accompagnement et d'incitation concrets.

La figure 17 présente l'évolution mensuelle (janvier à juin 2025) des sources de financement mobilisées par les micro-entrepreneurs pour développer leurs activités. Les principales catégories sont :

- Aucun investissement (ligne bleue),
- Crédits fournisseurs (ligne verte),
- Micro-crédits (ligne rouge),
- Financement personnel ou familial (ligne marron),
- Subventions publiques (ligne bleu foncé),
- Subventions des ONG (ligne bleu clair),
- Subventions des fonds verts (ligne vert clair),
- Trésorerie propre (ligne noire),
- Autres (ligne grise).

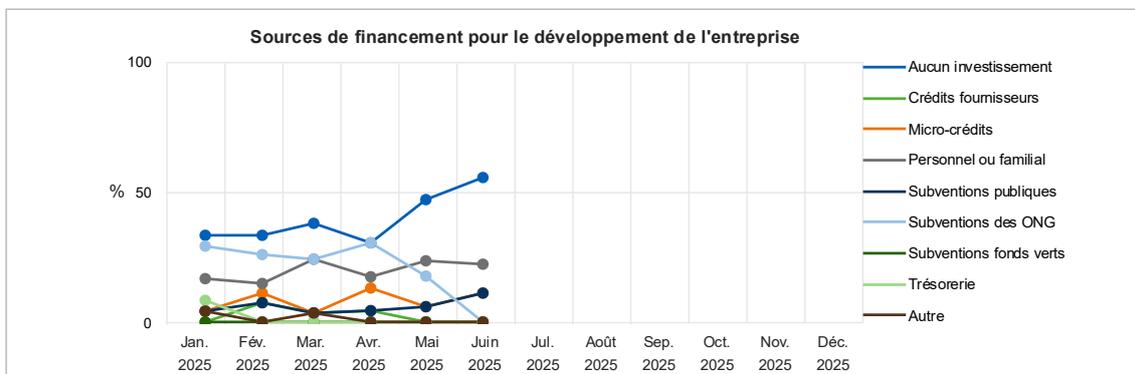


FIGURE 17 - SOURCES DE FINANCEMENT UTILISÉES POUR LE DÉVELOPPEMENT

La part des micro-entreprises déclarant n'avoir réalisé aucun investissement connaît une hausse alarmante, passant de 32% en janvier à 56% en juin. Cela indique :

- Une fragilisation croissante de leur capacité d'investissement, liée à une dégradation de leur trésorerie et à des marges trop faibles,
- Une perte de confiance dans les perspectives de croissance, liée à l'incertitude économique, à la volatilité des prix et à l'absence de débouchés sûrs,
- Un décrochage stratégique pour bon nombre d'entreprises, basculant d'une logique de développement vers une simple survie.

Le financement personnel et familial reste la bouée principale, mais en perte de souffle. Avec une moyenne de 20 à 25%, ce mode de financement reste le plus accessible, mais sa légère baisse en juin (22%) traduit une érosion des ressources personnelles et familiales, souvent déjà fortement mobilisées. Une absence de relais structurés de financement, qui contraint les entrepreneurs à se replier sur leur entourage, limite ainsi l'ampleur des investissements possibles.

Les subventions des ONG chutent de 24% en mars à 0% en juin, ce qui reflète soit un retrait programmé de ces acteurs (fin de projet ou recentrage stratégique), soit un recentrage sur d'autres priorités (urgence humanitaire, sécurité alimentaire...), ou un manque de coordination dans la transition vers d'autres sources d'appui. Cela expose les micro-entreprises les plus vulnérables à un effet de vide, surtout si aucune alternative publique ou communautaire ne prend le relais.

Les subventions publiques progressent légèrement, de 3% en mars à 11% en juin, montrant une intervention croissante de l'État pour soutenir l'entrepreneuriat local, mais

aussi une portée encore limitée, qui peine à compenser le désengagement des autres sources. Cette dynamique doit être consolidée et élargie si l'on veut éviter une contraction durable de l'investissement.

Microcrédit et crédits fournisseurs restent sous-utilisés ($\leq 13\%$), révélant des offres inadaptées ou mal connues, une peur de l'endettement, voire une expérience négative antérieure. Le financement par la trésorerie propre est marginal, ce qui confirme des capacités d'autofinancement limitées, une faible rentabilité effective des activités et un manque de gestion prévisionnelle.

Les fonds verts, pourtant adaptés aux filières agricoles, énergétiques ou environnementales, restent totalement inexploités (0%). Cela témoigne d'un manque d'information, de vulgarisation ou d'accompagnement technique pour y accéder et d'un écart fort entre les priorités locales et les mécanismes de financement globalisés. La montée du "non-investissement" annonce un ralentissement généralisé de la croissance entrepreneuriale, voire une stagnation et un repli d'activités. Le recul des financements externes (ONG, crédits) fragilise les plus petits opérateurs, en particulier les femmes et les jeunes. L'absence de réinvestissement compromet la modernisation des outils, l'élargissement de l'offre et l'amélioration de la productivité, réduisant ainsi la compétitivité à long terme.

CONCLUSION

Le tissu des micro-entreprises a prouvé sa vitalité et sa capacité d'adaptation. Toutefois, sans un appui ciblé, structurant et durable, il risque aujourd'hui de s'essouffler. L'analyse transversale des performances des micro-entreprises de janvier à juin 2025 révèle une tendance préoccupante à la stagnation, voire à la régression, malgré des efforts visibles en matière de structuration, de formation (notamment via le CFPT) et d'autonomisation.

- La baisse progressive de l'activité et de la rentabilité dans plusieurs secteurs (commerce, artisanat, agriculture...) traduit une vulnérabilité économique structurelle accentuée par l'inflation, les difficultés d'approvisionnement, la dette des clients et la faiblesse de la demande locale.
- Malgré l'amélioration de la rigueur financière (créances mieux gérées, plus grande utilisation d'outils de gestion), la fragilité de la trésorerie reste forte et s'aggrave en l'absence de mécanismes d'épargne solides et accessibles.
- L'investissement est en net recul : plus de la moitié des entrepreneurs n'en réalisent plus, faute de ressources propres ou d'accès à des financements adaptés. Les sources externes (ONG, microcrédit, subventions) sont en déclin et peu mobilisées.
- Le retrait progressif des aides extérieures, notamment des ONG, n'est pas compensé par un renforcement suffisant des dispositifs publics ou communautaires. Le risque de rupture d'accompagnement est réel, notamment pour les entrepreneurs les plus isolés ou débutants.

En somme, le modèle économique actuel des micro-entreprises montre ses limites : trop dépendant de financements ponctuels, peu résilient aux chocs et souffrant d'un écosystème encore peu structurant.

RECOMMANDATIONS

- Renforcer les capacités internes des entrepreneurs notamment en généralisant les formations pratiques en gestion financière, cycle de trésorerie, épargne et investissement.
- Soutenir le développement et l'encadrement des AVEC/GEC et tontines traditionnelles comme leviers d'épargne et de microfinancement communautaire.
- Encourager des achats groupés ou plateformes collectives d'approvisionnement, surtout dans les secteurs à forte dépendance aux intrants (agriculture, élevage, énergie solaire).
- Réactiver les mécanismes d'accompagnement externe autrement dit maintenir et renforcer les dispositifs d'appui communautaires (clubs d'entrepreneurs, relais locaux, mentors).
- Améliorer la coordination entre acteurs publics, ONG et privés pour éviter les ruptures de suivi ou de financement.
- Identifier et promouvoir l'accès aux fonds verts pour les activités à potentiel environnemental (agroécologie, solaire, recyclage...).

INFORMATIONS ET CONTACTS

Pour plus d'informations merci de visiter les sites :

- www.sigsahel.info pour accéder aux bulletins

Pour obtenir plus d'informations sur les données ou les méthodes utilisées, veuillez contacter :

- Idriss Niang (ACF-Mauritanie) – iniang@mr.acfspain.org
- Aliou Wane (ACF-Mauritanie) – awane@mr.acfspain.org
- Rotam Kameldy (ACF-Mauritanie) – rkamledy@mr.acfspain.org
- Chérif Assane Diallo (ACF-ROWCA) – cadiallo@wa.acfspain.org
- Eve-Marie Lavaud (ACF-ROWCA) – elavaud@wa.acfspain.org
- Erwann Fillol (ACF-ROWCA) – erfillol@wa.acfspain.org

FINANCEMENTS

Ce projet est rendu possible par le financement du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

